

Comment les musulmans participent-ils à la politique ?

Knack - Samira Azabar - 13/09/21

Chercheuse et assistante d'enseignement à UAntwerpen

Extraits. traduction automatique avec DeepL.com

<https://www.knack.be/nieuws/auteurs/samira-azabar-9679.html>

Le comportement électoral des minorités ethnoculturelles en Europe a fait l'objet de nombreuses recherches. Nous savons que les minorités ethnoculturelles votent principalement pour des partis de gauche et (dans les pays où le vote n'est pas obligatoire) sont moins susceptibles de se rendre dans l'isoloir lors des élections. Cependant, il est moins évident de savoir pourquoi ils votent principalement pour des partis de gauche et quels candidats ils préfèrent. En outre, l'engagement politique ne se limite pas au vote : les chercheurs se sont récemment intéressés à d'autres formes de participation politique telles que les manifestations, la signature de pétitions et le boycott de produits et de services. La question de savoir si les musulmans belges participent à de telles actions politiques, et pourquoi, est restée sans réponse jusqu'à présent. Mes recherches changent cela.

Comment les musulmans participent-ils à la politique ?

Il est important d'enquêter sur le degré de participation des minorités, car notre démocratie suppose que chaque citoyen doit avoir la possibilité et la liberté de participer - sans aucune barrière. Deuxièmement, les musulmans constituent, d'un point de vue démographique, un groupe d'électeurs important, notamment dans les grandes villes (dites villes à majorité minoritaire). Par exemple, on estime que 25 % de la population de Bruxelles et 20 % de la population d'Anvers sont musulmans. Troisièmement, alors que la modernité était censée annoncer la fin de la religion en Occident, les sociologues parlent aujourd'hui plutôt d'un renouveau de la religion dans une société post-séculaire. Par exemple, pour les musulmans, l'islam joue toujours un rôle prépondérant dans la vie quotidienne et apparaît également comme un important marqueur d'identité. Le fait que cette situation donne lieu à des discussions politiques passionnées sur l'intégration (et la loyauté) politique des musulmans ressort clairement des différents débats qui ont eu lieu dans les médias, et plus récemment de l'affaire Ihsane Haouach.

Quels partis convainquent les musulmans ?

Le jour des élections locales de 2018, nous avons interrogé 4511 répondants sur leur choix de parti et de candidat, dont 462 étaient musulmans. Nous avons constaté que les musulmans belges ont principalement voté pour des partis de gauche (60,3%), contrairement aux non-musulmans (35,4%). À Anvers, 80 % des musulmans ont voté pour des partis de gauche (sp.a, Groen, PVDA). Les musulmans votent également plus souvent en blanc (7%) que les non-musulmans (4%). Les différences régionales sont frappantes : non seulement la Flandre vote plus à droite que Bruxelles et la Wallonie, mais les musulmans flamands votent également plus à droite que les musulmans wallons et bruxellois. D'autres différences sont liées aux variations du comportement électoral de la gauche : si sp.a, Groen et PVDA obtiennent des

résultats équivalents auprès des électeurs musulmans, le Parti socialiste est particulièrement capable de convaincre les musulmans bruxellois et wallons.

L'étude montre que si le comportement électoral diffère entre les musulmans et les non-musulmans, les motivations pour voter pour un parti sont similaires. Par exemple, une proportion égale de musulmans et de non-musulmans votent parce qu'ils sont obligés de le faire (12 %), en raison des thèmes mis en avant par un parti (14 %) ou en raison des candidats (19 %) figurant sur la liste d'un parti. Une légère différence est observée parmi les électeurs qui se sentent affiliés à un parti (49% de musulmans, 55% de non-musulmans) et parmi une petite proportion de musulmans (6%), contre 1% de non-musulmans, qui optent pour un parti qui défend leurs intérêts religieux (interdiction du foulard, abattage religieux ou reconnaissance des mosquées).

Un vote musulman : vers des instances politiques plus inclusives ?

Dans le système politique belge, nous pouvons non seulement voter pour des partis, mais aussi pour des candidats. Nous savons, grâce à la recherche universitaire, que les électeurs sont plus susceptibles de voter pour des candidats qui leur ressemblent. Ainsi, les hommes sont plus enclins à voter pour des candidats masculins et les femmes pour des candidates féminines (vote par genre). Mais les électeurs issus ou non de l'immigration sont également plus susceptibles de voter pour des candidats issus ou non de l'immigration (vote ethnique). La raison en est double, d'une part d'une logique symbolique, car ils s'identifient au candidat, et d'autre part d'une logique instrumentale : le candidat aura des intérêts similaires et me représentera mieux.

Les recherches montrent que les électeurs musulmans d'Anvers sont en effet plus enclins à voter pour des candidats musulmans parce qu'ils s'identifient à eux, qu'ils espèrent une meilleure représentation de leurs intérêts ou qu'ils veulent un reflet de la société dans la gouvernance politique. Néanmoins, les musulmans ne se sentent pas entendus par le gouvernement local et estiment que les candidats musulmans sont principalement utilisés pour diversifier les listes des partis et ne représentent pas suffisamment leurs intérêts.

Une analyse plus approfondie révèle également que les femmes musulmanes sont plus enclines à voter pour les femmes et les musulmans, mais s'abstiennent de voter pour des candidates musulmanes. Les hommes musulmans, quant à eux, optent résolument pour des candidats musulmans masculins. Fait intéressant : les femmes musulmanes sont les plus favorables à une part égale d'hommes et de femmes dans le leadership politique. Les hommes, qu'ils soient musulmans ou non, semblent moins favorables à une représentation égale des sexes.

Un large engagement politique

Mais la politique ne se résume pas aux partis et aux candidats. Les citoyens peuvent participer à des manifestations, des pétitions et d'autres actions politiques pour faire pression sur les politiques afin de faire connaître leurs doléances ou d'obtenir une politique différente. Quelles actions politiques les musulmans entreprennent-ils et qu'est-ce qui les pousse à y participer ?

Les recherches montrent que les musulmans participent régulièrement à diverses actions politiques telles que des manifestations, des pétitions, des boycotts et qu'ils utilisent les médias sociaux pour engager des discussions politiques. Il est remarquable que certains

musulmans de la deuxième génération considèrent également leur emploi, généralement dans le secteur social, comme une forme d'action politique par laquelle ils espèrent apporter des changements. Cela concerne généralement la lutte contre les inégalités structurelles ou l'autonomisation des jeunes.

Les motifs qui poussent au changement sont multiples. Premièrement, nos données montrent que la religion encourage les musulmans à être politiquement actifs. Les musulmans qui considèrent leur foi comme très importante sont souvent plus engagés que ceux qui affirment que la religion a peu d'importance dans leur vie. Les personnes interrogées déclarent, entre autres, qu'"aider les autres" ou "apporter une contribution à la société" est un devoir islamique. La lutte contre la pauvreté et les inégalités est un motif particulièrement important. Les électeurs religieux qui se rendent plus souvent dans les mosquées sont également plus enclins à prendre des mesures politiques, comme signer des pétitions ou participer à des manifestations, que ceux qui ne se rendent pas du tout dans les mosquées.

Deuxièmement, le mécontentement à l'égard de la politique joue un rôle majeur. Les musulmans qui ne se sentent ni entendus ni représentés par les partis politiques sont plus enclins à participer afin d'apporter des changements. Les musulmans font preuve d'une grande confiance dans la démocratie et tentent, par le biais de pétitions, de manifestations et de l'utilisation des médias sociaux, de faire pression sur les politiciens et les partis pour qu'ils prêtent attention à leurs besoins. Le mécontentement à l'égard du monde politique semble également motiver les non-musulmans à agir.

Enfin, les musulmans citent la discrimination comme catalyseur de leur engagement politique. Parce qu'ils ont moins de possibilités dans l'éducation, sur le marché du travail et sur le marché du logement, ils agissent. En tant que citoyens, ils cherchent des moyens de provoquer des changements : pensez aux groupes d'action qui se sont créés en raison de l'interdiction du foulard ou aux manifestations contre le racisme. Il existe également des mouvements environnementaux islamiques qui appellent à une approche plus respectueuse du climat. Cependant, l'islamophobie peut également rendre la participation plus difficile : les entretiens ont montré que l'image négative de l'islam s'accompagne d'un retrait de la sphère publique et d'un évitement des discussions et des positions politiques parce qu'elle pèse trop lourd.

Il est clair qu'avec la socialisation en Belgique, les jeunes musulmans belges ont une plus grande connaissance du système politique que les premières générations et donc aussi un plus grand désir de participer au façonnement de notre société. La question de savoir s'ils sont réellement entendus est un sujet de recherche future.

Samira Azabar est chercheuse et assistante d'enseignement à UAntwerpen. Son doctorat porte sur la participation politique des musulmans.